Volontariat et Agenda 2030 : une étude inédite présentée par France Volontaires

France Volontaires, la plateforme française des engagements volontaires et solidaires à l'international, dont fait partie le Défap, vient de présenter aux acteurs du volontariat et du développement une étude menée avec une dizaine d'organisations-membres sur la contribution du volontariat international d'échange et de solidarité (VIES) à l'Agenda 2030, le programme de développement durable à l'horizon 2030 élaboré par l'ONU.



Il existe depuis l'origine une relation étroite entre mission et diaconie : l'une des premières réalisations des missionnaires de la SMEP, l'ancêtre du Défap au XIXème siècle,

était bien souvent l'implantation d'une école. Et un certain nombre d'ONG qui se sont développées dans le domaine de l'humanitaire trouvent leurs origines ou leur inspiration dans des mouvements chrétiens. Voilà qui explique la diversité des acteurs avec lesquels le Défap est amené à travailler aujourd'hui.

Le travail du Défap est un travail en réseau. Qu'il ait lieu en France ou à l'étranger, il ne peut exister que grâce aux liens noués et entretenus avec de nombreux partenaires : des Églises, tout d'abord, puisqu'entretenir des relations entre communautés protestantes au près comme au loin est la vocation première du Service protestant de mission ; un riche milieu associatif, ensuite, puisque ces relations ne peuvent exister sans que se développent des actions et des projets en commun – et que ces projets relèvent souvent de l'éducation, du développement ou de la santé ; les pouvoirs publics, enfin, qui fixent le cadre nécessaire à ces relations et ces partenariats, et définissent les statuts des personnes amenées à travailler à l'étranger.

Le volontariat, un «levier puissant» face aux grands défis de l'époque

Dans ce cadre, le Défap est un acteur à part entière de la solidarité internationale, à l'expertise reconnue, et membre de diverses plateformes au sein desquelles il travaille en commun avec des ONG dont les problématiques recoupent les siennes. Parmi ces plateformes, France Volontaires occupe une place majeure. Plateforme française des Volontariats internationaux d'échange et de solidarité, et opérateur du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, elle réunit l'État, des collectivités territoriales et des associations autour d'une mission d'intérêt général : le développement et la promotion des engagements volontaires et solidaires à

l’international. L’association met en place des formations, des accompagnements, pour aider les personnes désireuses de s’engager dans du volontariat international. Un réseau d’espaces volontariat dans de nombreux pays en Amérique Latine, Afrique et Asie accompagne sur le terrain les volontaires.



Cette plateforme, qui existe depuis près d’une douzaine d’années (sous sa forme actuelle, du moins ; mais depuis plus de 40 ans en réalité, puisqu’elle avait été créée en 2009 sur le socle de l’Association Française des volontaires du Progrès), ne se contente pas d’agir sur le terrain : elle fait aussi de la prospective, et s’efforce de promouvoir le rôle des volontaires internationaux dans les grands enjeux du monde contemporains. En particulier, elle souligne le poids de leur engagement dans ces secteurs cruciaux que sont le développement et la solidarité internationale. Ce mercredi 26 mai, elle a ainsi présenté aux acteurs du volontariat et du développement les résultats de son étude «Volontariat international d’échange et de solidarité, quelle contribution à l’Agenda 2030 ?». Cette étude a été menée avec une dizaine d’organisations-membres de France Volontaires, avec pour objectifs d’observer la contribution du volontariat international d’échange et de solidarité (VIES) à l’Agenda

2030, et d’en développer une méthode d’analyse. Elle s’intéresse plus particulièrement à l’ODD4 (« Éducation pour tous ») avec un focus sur Madagascar, et a été développée en deux temps : une enquête par questionnaire auprès des volontaires internationaux, puis une enquête par entretiens auprès d’acteurs des VIES à Madagascar.

Qu’est-ce que l’Agenda 2030 ?

En septembre 2015, les 193 États membres de l’ONU ont adopté le programme de développement durable à l’horizon 2030, intitulé Agenda 2030. C’est un agenda pour les populations, pour la planète, pour la prospérité, pour la paix et par les partenariats. Il porte une vision de transformation de notre monde en éradiquant la pauvreté et en assurant sa transition vers un développement durable. Au cœur de l’Agenda 2030, 17 Objectifs de développement durable (ODD) ont été fixés. Ils couvrent l’intégralité des enjeux de développement dans tous les pays tels que le climat, la biodiversité, l’énergie, l’eau, la pauvreté, l’égalité des genres, la prospérité économique ou encore la paix, l’agriculture, l’éducation, etc. Le quatrième objectif (ODD4), auquel faisait plus spécifiquement référence l’étude présentée ce mercredi par France Volontaires, vise à garantir l’accès à tous et toutes à une éducation équitable, gratuite et de qualité à travers toutes les étapes de la vie, en éliminant notamment les disparités entre les sexes et les revenus. Il met également l’accent sur l’acquisition de compétences fondamentales et de niveau supérieur pour vivre dans une société durable. L’ODD4 appelle aussi à la construction et à l’amélioration des infrastructures éducatives, à l’augmentation du nombre de bourses d’études supérieures octroyées aux pays en développement et du nombre d’enseignants qualifiés dans ces pays.

Les volontaires sont le visage humain du développement durable. Le Secrétaire général des Nations unies l’a reconnu

dans son rapport de synthèse de décembre 2014 : ces derniers constituent «un levier puissant et transversal de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable».